Berdoulay, Vincent (1995) *La formation de l'école française de géographie : 1870-1914*. Paris, CTHS, 2e édition, 253 p. (ISBN 2-7355-0311-9)

Marc Brosseau

Volume 39, numéro 108, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022531ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022531ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brosseau, M. (1995). Compte rendu de [Berdoulay, Vincent (1995) *La formation de l'école française de géographie : 1870-1914*. Paris, CTHS, 2e édition, 253 p. (ISBN 2-7355-0311-9)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 39(108), 551-553.
<https://doi.org/10.7202/022531ar>

BERDOULAY, Vincent (1995) *La formation de l'école française de géographie : 1870-1914*. Paris, CTHS, 2^e édition, 253 p. (ISBN 2-7355-0311-9)

Voici enfin disponible, en format de poche et à un prix abordable, la réédition du livre désormais incontournable de Vincent Berdoulay, sur la formation de l'école française de géographie. D'abord publié en 1981, cet ouvrage constitue encore aujourd'hui la référence pour quiconque veut comprendre cette période importante de l'histoire de la discipline. Sa lecture nous permet de mieux comprendre la diversité de la production géographique de l'époque, les importants enjeux sociétaux qui ont accompagné l'émergence de cette école, de même que les raisons de son essor international important jusque dans les années 1950.

L'intérêt de l'ouvrage ne réside pas tant dans l'indéniable érudition dont il est le résultat que dans la finesse de l'approche mise en œuvre. Élaborant son approche contextuelle, Berdoulay tenait à replonger au moment de la formation, de la consolidation et de l'institutionnalisation de l'école française au sein des grands enjeux sociétaux qui devaient animer la société française, à la suite de l'échec contre l'Allemagne en 1870 et la mise en place de la Troisième République. S'inscrivant d'emblée dans une perspective de l'épistémologie critique, qui refuse l'idée de l'autonomie des savoirs par rapport à leurs conditions de production, il réussit à montrer les liens souvent complexes entre cette conception de la géographie et le contexte ambiant. Or, depuis la fin des années 1960, à la faveur d'une lecture des travaux de Kuhn par exemple, nombreux sont les géographes qui avaient été exposés, voire vendus, à l'idée que la sociologie pouvait nous aider à comprendre les liens entre société et activité scientifique. Non satisfait par l'idée de paradigme et surtout, par le caractère un peu flou et monolithique de la conception kuhnienne de communauté scientifique, Berdoulay développe une démarche en deux temps qui est plus flexible et dont le degré de résolution est nettement plus précis. Celle-ci propose d'abord une réflexion macro-sociologique sur les enjeux plus globaux qui secouaient la société française : le défi allemand dans les domaines politique et scientifique, suite à la défaite française en 1870, le mouvement colonial et son besoin de connaissances géographiques pouvant appuyer l'expansion impériale, et enfin la question de l'enseignement et du rôle de la géographie dans le façonnement d'une conscience nationale renouvelée. À cette reconstitution du

contexte plus global s'articule une approche plutôt micro-sociologique qui cherche à mettre en lumière toute la diversité des travaux géographiques et des groupes de géographes qui en sont à l'origine. Ainsi, découvre-t-on, autour du cercle de Vidal de La Blache et de ses plus proches collaborateurs, sept *cercles d'affinités* qui ont développé des façons différentes — et quelquefois concurrentes — de concevoir la géographie et son rôle. Ces sept cercles d'affinités redonnent au milieu des géographes — ce qu'un Kuhn aurait appelé la «communauté scientifique» des géographes — toute une diversité que la plupart des histoires précédentes avaient réussi à gommer. On est à même de comprendre les luttes qui les ont opposés dans le contexte d'une institutionnalisation et d'une professionnalisation croissante de la discipline. C'est en montrant les rapports entre macro- et micro-contextes que l'essor de la géographie française acquiert un visage plus incarné socialement et idéologiquement, visage que laissent dans l'ombre les histoires qui se contentent de broser un portrait simplifié des idées des quelques grands maîtres.

Si Berdoulay a jugé important de reconnaître l'importance de ces autres groupes (qui n'ont connu ni le succès ni le rayonnement de l'école vidalienne), c'est qu'il réfute l'idée historiciste (les auteurs anglo-saxons parleraient de «présentisme») selon laquelle on ne devrait faire que l'histoire des gagnants. En fait, l'approche contextuelle permet de mieux comprendre les raisons pour lesquelles la conception vidalienne a fait école avec le rayonnement qu'on lui connaît. C'est là que la reconstitution des enjeux de société entre en scène. Car le contexte n'explique pas l'émergence d'une école, comme si — comme le penseraient les matérialistes durs — le contexte «produisait les écoles». En revanche, le contexte permet de comprendre pourquoi un cercle d'affinités plutôt qu'un autre a finalement réussi à s'imposer : ce n'est pas parce qu'il proposait une «meilleure science», mais bien parce que sa conception de la géographie répondait mieux que les autres aux exigences du moment. Vidal a réussi à formuler un programme épistémologique fécond pour la géographie humaine. Cela est indéniable et Berdoulay en dessine très bien les contours. Mais les raisons de son succès sont aussi à rechercher ailleurs, dans le contexte social, justement. Et cela, Berdoulay en a fourni une démonstration très convaincante.

La réédition de l'ouvrage permettra à un groupe de lecteurs plus large de comprendre ce moment clé de l'histoire de la géographie française. On y retrouve une géographie en pleine effervescence, avec ses tensions, ses principaux protagonistes, un subtil mélange d'*intrigues* institutionnelles, de débats idéologiques et de réflexions épistémologiques. L'approche régionale de l'école française par exemple, que certains pourraient considérer aujourd'hui platement contemplative, y prend un sens nettement plus chargé : toute une idée républicaine de la nation est impliquée dans cette conception de la France, comme un organisme composé des parties dotées d'une personnalité propre mais imbriquées dans un ensemble de relations de complémentarité. Le livre a très bien vieilli et mérite d'être relu.

On trouvera aussi, en fin de volume, un utile appendice qui fournit une liste complémentaire des ouvrages principaux portant sur l'école française qui ont été publiés depuis la première parution du livre.

Marc Brosseau
Département de géographie
Université d'Ottawa

GIRARD, Michel F. (1994) *L'écologisme retrouvé. Essor et déclin de la Commission de la conservation du Canada*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 308 p. (ISBN 2-7603-0379-9)

Dans un ouvrage fort bien documenté, Michel F. Girard propose une analyse des origines de l'écologisme au Canada, tel qu'il s'est présenté au XIX^e siècle et au début du XX^e. L'auteur soumet une thèse qui mérite un examen sérieux. À son avis, «le mouvement écologiste moderne en Occident n'est pas né durant les années 1960; il a des racines qui remontent loin dans l'histoire des pratiques et des cultures» (p. 2).

Pour le démontrer, Girard choisit d'examiner en profondeur la mission et les réalisations de la Commission de la conservation du Canada, qui a œuvré entre 1909 et 1921. Cet organisme témoigne des préoccupations environnementales des décideurs et de la vitalité du sentiment écologiste au tournant du XX^e siècle, alors que le pays était en pleine industrialisation. Le contenu de ses 200 rapports de recherche s'avère un véritable plaidoyer écologiste.

L'ouvrage est bâti autour de six chapitres. Après avoir passé en revue la genèse de l'écologisme en Amérique entre 1850 et 1900, l'auteur décrit l'attitude du gouvernement canadien vis-à-vis de l'exploitation et de la conservation des ressources au début du XX^e siècle, ainsi que les thèses des libéraux en cette matière. Il analyse en détail les réalisations de la Commission, consacre un chapitre à l'examen du développement durable des ressources inertes, y compris les ressources hydriques, et un autre à la conservation des ressources renouvelables